



**PRÉFÈTE  
DE LA  
DORDOGNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi du travail des solidarités  
et de la protection des populations**

**RÉFÉRENCES**

**N°24 2025 491 018**

**DATE : 8 JAN. 2026**

**INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°24 2025 491 018  
modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n°91-0970 du 28 juin 1991  
et abrogeant l'arrêté préfectoral complémentaire n°121222 du 19 novembre 2012**

**SAS ELEVAGE DE CAZALS**

**Restructuration d'un élevage porcin  
868 route des Noyers  
Lieu-dit « Les Marchias »  
Commune de SAINT-RABIER (24210)**

La préfète de la Dordogne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** la directive 2010/75/UE modifiée du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;
- Vu** la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les Titres II et VIII du Livre 1<sup>er</sup> et ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46, le Titre 1<sup>er</sup> du Livre II et le titre 1<sup>er</sup> du Livre V (parties législative et réglementaire notamment les articles L.515-28, R.515-70 à R.515-73) ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement, notamment la rubrique n°3660-c relative aux élevages porcins intensifs avec plus de 750 emplacements pour les truies ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 16 janvier 2003 modifié établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs en élevage ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 nommant Mme Marie AUBERT préfète de la Dordogne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°91-0970 en date du 28 juin 1991 autorisant Mr Alain MANDRAL et Mr Jean MECHAUSIER, associés du GAEC DU TARAVELLOU à exploiter un atelier d'engraissement sur paille comptant un post sevrage de 700 places et trois bâtiments d'élevage de 540 places de porc charcutiers, soit 1620 places de porcs de plus de 30kg, au lieu-dit Le Champ, sur la commune de SAINT-RABIER (24210) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°01-0690 du 16 mai 2001 autorisant Mr Gilles VERDANNET, gérant de la SCEA Saint-Rabier, à exploiter un élevage de porcs de 890 truies, 11 verrats, 150 cochettes et 80 places de porcelets en post sevrage, soit un total de 2869 animaux-équivalents au lieu-dit Le Champ, sur la commune de SAINT-RABIER (24210) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°121222 du 19 novembre 2012 autorisant la SAS Elevage de CAZALS représentée par le gérant Mr Francis LE BAS, à exploiter un élevage de porcs de 933 truies, 5 verrats, 56 cochettes de renouvellement soit 2870 animaux équivalents au lieu-dit Le Champ, sur la commune de SAINT-RABIER (24210) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 24-2025-08-25-00001 du 25 août 2025, donnant délégation de signature à M. Bertrand DUCROS, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, sous-préfet de l'arrondissement de PÉRIGUEUX ;

**Considérant** le dossier de porter à connaissance de modification notable de la SAS ELEVAGE DE CAZALS relatif au projet de restructuration de l'élevage porcin situé au 868 route des Noyers - Lieu-dit Les Marchias, Commune de SAINT-RABIER (24210) a réceptionné le 12 février 2024 par la DDETSPP DE DORDOGNE;

**Considérant** le complément transmis le 1<sup>er</sup> avril 2025 ;

**Considérant** que le dossier de porter à connaissance a été jugé complet et régulier le 22 septembre 2025 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'actualiser l'autorisation préfectorale n° 121222 en date du 19 novembre 2012 en vigueur compte tenu de l'augmentation du nombre d'emplacement de truies et la diminution du nombre d'emplacement de porc charcutiers ;

**Considérant** que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que ce projet est compatible avec les documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

**Considérant** que ce projet est compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne ;

**Considérant** que la SAS ELEVAGE DE CAZALS sollicite l'autorisation d'augmenter la capacité d'accueil de son élevage de 20 emplacements de cochettes et de 240 places de porcelets de moins de 30kg en nurserie, tout en maintenant inchangé le nombre d'emplacements de reproducteurs à 933 truies et 5 verrats, portant ainsi la capacité totale de l'installation de 2 870 à 2 938 animaux-équivalents, soit une augmentation de 68 animaux-équivalents ;

**Considérant** que la SAS ELEVAGE DE CAZALS possède les capacités techniques et financières pour assurer tant l'exploitation que la remise en état du site après son arrêt définitif ;

**Considérant** que les conditions d'exploitation et de fonctionnement de cette installation sont satisfaisantes et que les mesures retenues par l'exploitant sont de nature à limiter l'impact de son élevage sur l'environnement, notamment en ce qui concerne la gestion et le traitement de la totalité des effluents produits (lisiers et fumiers de porcs) en station d'épuration collective de déjections animales ;

**Considérant** que les aménagements prévus dans le projet de restructuration répondent aux meilleures techniques disponibles de la réglementation IED ;

**Considérant** l'avis du conseil municipal de la commune de LA CHAPELLE SAINT JEAN (24210) consultée en tant que commune située dans le rayon de 1km de l'implantation du site d'élevage porcin de la SAS ELEVAGE DE CAZALS, se prononçant par la délibération du 4 novembre 2025 avec un vote pour, trois votes contre et une abstention ;

**Considérant** le rapport et l'avis favorable de l'inspection des installations classées de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations du 19 novembre 2025 ;

**Considérant** l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST), en sa séance du 10 décembre 2025 ;

**Considérant** le courriel en date du 7 janvier 2026, du responsable de site de la SAS ELEVAGE DE CAZALS acceptant les prescriptions du présent arrêté dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Dispositions réglementaires abrogées**

L'arrêté préfectoral complémentaire n°121222 du 19 novembre 2012 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°91-0970 en date du 28 juin 1991 est modifié comme suit :

### **1.1 – Bénéficiaire de l'autorisation et activités**

La Société par Actions Simplifiée (S.A.S.) ELEVAGE DE CAZALS, n° SIRET 492 967 716 00019, dont le siège social est situé au lieu-dit Les Planques Hautes sur la commune de CAZALS (46250), représentée par Monsieur Francis LEBAS agissant en qualité de gérant, est autorisée à restructurer son élevage porcin naisseur situé au 868 route des Noyers -Lieu-dit Les Marchias, sur le territoire de la commune de SAINT-RABIER (24210).

Cette restructuration comprend la construction d'un nouveau bâtiment à usage de quarantaine et la transformation de l'ancienne quarantaine en nurserie de 240 places. La capacité d'accueil de l'installation passe ainsi de 2 870 à 2 938 animaux-équivalents, soit une augmentation de 68 animaux-équivalents.

L'exploitation est autorisée dans les conditions fixées par le présent arrêté, conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance réceptionné le 12 février 2024 par la DDETSP de Dordogne et aux cartes annexées au présent arrêté.

### **1.2 – Installations ou activités relevant des installations classées**

Désignation des installations ou activités	Capacité autorisée	Rubrique	Régime
Élevage intensif de porcs, avec plus de 750 emplacements pour les truies	933 truies, 5 verrats, 76 cochettes de renouvellement, 240 porcelets de moins de 30kg	N° 3660-c	Autorisation
Produits pétroliers spécifiques : gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; c) Supérieure ou égale à 50 t au total.	500 litres	N°4734 - 2	Non classé
Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	1800 m <sup>3</sup>	N°1532 – 2 -b	Déclaration

#### **Nota :**

- Les porcs à l'engrais, jeunes femelles avant la première saillie et animaux en élevage de multiplication ou sélection comptent pour un animal-équivalent.
- Les reproducteurs, truies (femelle saillie ou ayant mis bas) et verrats (mâles utilisés pour la reproduction) comptent pour trois animaux-équivalents.
- Les porcelets sevrés de moins de trente kilogrammes avant mise en engraissement ou sélection comptent pour 0,2 animal-équivalent.

Cet élevage relève de la rubrique n° 3660-c relative aux élevages porcins intensifs avec plus de 750 emplacements pour les truies et de la rubrique n° 1532-2-b relative au stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues (dont la paille), le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup>.

La SAS ELEVAGE DE CAZALS doit respecter les prescriptions de :

- la directive 2010/75/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;
- l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **Article 2 – Définitions et dossier de suivi ICPE**

### **2.1 – Définitions**

Au sens du présent arrêté, on entend par :

Habitation : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes, tel que logement, pavillon, hôtel ;

Local habituellement occupé par des tiers : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.) ;

Bâtiments d'élevage : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les couloirs de circulation des animaux, les quais d'embarquement ;

Annexes : toute structure annexe, notamment les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les équipements d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents ;

Effluents d'élevage : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les eaux usées et les jus (d'ensilage par exemple) issus de l'activité d'élevage et des annexes ;

Traitement des effluents d'élevage : procédé de transformation biologique et/ou chimique et/ou physique des effluents d'élevage ;

Épandage : action mécanique d'application d'un effluent brut ou traité dans ou sur le sol ou son couvert végétal ;

Azote épandable : azote excrété par un animal d'élevage en bâtiment et à la pâture auquel est soustrait l'azote volatilisé lors de la présence de l'animal en bâtiment et lors du stockage de ses déjections.

## **2.2 – Dossier de suivi ICPE**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
  - ▶ le registre des risques;
  - ▶ le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage ;
  - ▶ les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant ;
  - ▶ les bons d'enlèvements d'équarrissage ;

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

### **Chapitre I**

#### **Localisation et capacité d'hébergement des installations**

### **Article 3 – Localisation des installations**

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes (installations de stockage des effluents, stockage, silos, etc.) sont implantés conformément au dossier de porter à connaissance de 2024 et aux permis de construire attribués pour cet élevage.

Ils sont localisés au lieu-dit Le Champ, parcelles cadastrées n° 201, 202, 203, 779, 780, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 2090 et 2092 Section: A Superficie: 50 827 m<sup>2</sup> Zone réglementée CC - (plan en annexe 3), sur le territoire de la commune de SAINT-RABIER (24210) conformément aux prescriptions suivantes :

- ▶ à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'exploitation de l'installation et des gîtes ruraux dont les exploitants pourraient avoir la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- ▶ à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages et des berges des cours d'eau ;
- ▶ à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages.

### **Article 4 – Capacité d'hébergement des installations et structures annexes**

Ils se composent de 7 bâtiments (plan des installations et détails des bâtiments d'élevage en annexes 2 et 3) implantés sur un même site avec les structures annexes nécessaires à leur exploitation.

L'aménagement intérieur des bâtiments d'hébergement des porcs doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 16 janvier 2003 modifié établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs.

Ces bâtiments se répartissent de la façon suivante :

- un bâtiment B1 regroupant les bureaux et sanitaires de l'élevage, 2 maternités de 42 places sur caillebotis et d'un local pour la préparation et la distribution de l'aliment machine à soupe ;
- un bâtiment B2 composé d'une maternité de 42 places sur caillebotis, une verraterie organisée en 4 rangées de 39 places individuelles pour les truies, une nurserie de 160 places de porcelet et une salle de 20 places de truies de réforme en attente de départ ;
- un bâtiment B3 contenant 3 maternités de 14, 28 et 42 places sur caillebotis, et une nurserie de 240 porcelets ;
- un bâtiment B4 divisé en 4 cases dont 2 cases de 50 places de truies gestantes et 2 cases de 75 places de cochettes gestantes sur paille ;
- deux bâtiments B5 et B6 divisés en 4 cases de 50 places de truies gestantes sur paille ;
- un nouveau bâtiment B7 à usage de quarantaine de 60 places de cochettes ;
- un bâtiment à usage de stockage de paille et de matériel agricole.

Sur l'ensemble des bâtiments d'élevage, la superficie par animal est conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 16 janvier 2003 modifié établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs.

Tous les bâtiments sont à ventilation dynamique et gérés sur caillebotis avec production de lisier ou sur litière de paille accumulée avec production de fumier.

Les bâtiments B1, B2 et B3 sont dotés de pré-fosses situées en sous-œuvre. Ces pré-fosses sont connectées à deux fosses de transfert extérieures enterrées et couvertes, assurant le transit des effluents d'élevage avant leur acheminement vers une fosse de stockage principale extérieure, enterrée et couverte.

Le volume total de stockage cumulé des fosses et des pré-fosses est de 2597m<sup>3</sup> de capacités utiles.

L'élevage dispose des capacités réglementaires de stockage, soit plus de 11 mois sur le site (capacité de stockage réglementaire minimum de 4 mois au total).

## **Chapitre II**

### **Règles d'aménagement**

#### **Article 5 – Intégration paysagère**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

## **Article 6 – Maintien de biodiversité**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

## **Article 7 – Règles d'aménagement**

### **7.1 – Bâtiments d'élevage**

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement.

À l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

### **7.2 – Stockage des effluents**

Les équipements de stockage sur site des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage des effluents liquides respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et répondent aux exigences des meilleures techniques disponibles (MTD) définies dans les conclusions sur les MTD relatives à l'élevage intensif de volailles ou de porcs (décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017).

Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

## **Article 8 – Accès du site aux véhicules de secours**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par «accès à l'installation» une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.



## **Chapitre III**

### **Règles d'exploitation**

#### **Article 9 – Entretien du site**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

#### **Article 10 – Consommation d'eau et suivi des prélèvements d'eau**

##### **10.1 – Consommation d'eau**

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.

L'eau nécessaire à l'élevage provient de l'adduction publique. La consommation moyenne journalière est de 21 m<sup>3</sup> pour une consommation annuelle de 7500 m<sup>3</sup>.

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public est déterminé par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance et a été fixée à 30 m<sup>3</sup> par jour.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

##### **10.2 – Suivi des prélèvements d'eau**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement, le débit prélevé étant inférieur à 100 m<sup>3</sup> par jour. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

#### **Article 11 – Prévention des nuisances olfactives et des émissions de poussières**

##### **11.1 - Ventilation correcte des bâtiments.**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sur le site, la ventilation est de type dynamique et non centralisée.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

### 11.2 - Gestion des odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances olfactives.

### **Article 12 – Prévention des nuisances sonores.**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. À cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

► **Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :**

DURÉES CUMULÉES D'APPARITION du bruit particulier : T	ÉMERGENCES MAXIMALES admissibles en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

► **Pour la période allant de 22 heures à 6 heures :**

<b>ÉMERGENCE MAXIMALE ADMISSIBLE : 3 dB (A)</b>
à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **Article 13 – Gestion des déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, est interdit.

### **Article 14 – Animaux morts et équarrissage**

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (porcelets) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter et accessible au camion d'équarrissage.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Tout brûlage à l'air libre de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

<p style="text-align: center;"><b>Chapitre IV</b> <b>Prévention des risques d'accidents et sécurité</b></p>
---

**Article 15 – Détermination des zones à risque**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

**Article 16 – Risques des produits dangereux**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier, les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 21.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement ainsi que les produits dangereux doivent être stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tout risque pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes ainsi que pour la protection de l'environnement.

**Article 17 – Capacité de rétention pour les liquides polluants**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

### **Article 18 – Moyens de lutte contre un incendie**

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. L'exploitant s'engage à maintenir en état la lagune géomembrane de 120 m<sup>3</sup> implantée sur la parcelle cadastrale n° 0202, qui assure cette fonction de réserve d'eau d'incendie.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Les installations de stockage des carburants doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

### **Article 19 – Registre des risques**

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 16, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

### **Article 20 – Déclaration d'accident ou d'incident à l'inspection des installations classées.**

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'administration, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

## **Chapitre V**

### **Gestion des effluents liquides**

#### **Article 21 – Collecte, plan des réseaux et capacité de stockage des effluents**

I. - Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est maintenu à jour et tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

II. - Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum.

#### **Article 22 – Gestion des eaux pluviales**

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont, en aucun cas, mélangées aux effluents d'élevage. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont, alors, soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

#### **Article 23 – Protection des eaux souterraines et superficielles**

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits

Tout rejet d'effluents d'élevage non traité dans les eaux superficielles est interdit.

#### **Article 24 – Traitement des effluents**

On entend par effluents les déjections liquides ou solides, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires accessibles aux animaux (aires de chargement et de déchargement) ainsi que les eaux usées issues de l'activité d'élevage (eaux de nettoyage, en particulier).

Tout déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Il en est de même pour toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des parties couvertes des bâtiments d'élevage et de leurs annexes qui ne doivent pas être rejetées dans le milieu naturel.

L'ensemble des lisiers et fumiers produits sur le site sont épandus sur les îlots de 6 exploitants selon le plan d'épandage du dossier d'enregistrement.

Le plan d'épandage (annexe 4) est situé sur les 12 communes de AZERAT (24210), BEAUREGARD DE TERRASSON (24120), CHÂTRES (24120), GRANGE D'ANS (24390), LA BACHELLERIE (24210), LA CHAPELLE SAINT JEAN (24390), NAILHAC (24390), PEYRIGNAC

(24210), ROUFFIGNAC SAINT CERNIN DE REILHAC (24580), SAINT RABIER (24210), SAINTE-ORSE (24210), TEMPLE-LAGUYON (24390) avec une superficie de 518ha49.

La surface potentiellement épandable est de 368ha38.

Les effluents d'élevage bruts sont épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.

Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.

Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :

- la stagnation prolongée sur les sols ;
- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;
- une percolation rapide vers les nappes souterraines.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées le relevé des quantités livrées et les dates de livraison correspondantes.

## **Chapitre VI**

### **Élevage IED - Meilleures Techniques Disponibles**

#### **Article 25 – Mise en place des Meilleures Techniques Disponibles (MTD)**

Les meilleures techniques disponibles sur lesquelles la SAS ELEVAGE DE CAZALS s'est engagée dans son dossier de réexamen IED transmis le 13 avril 2018 sont effectives.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de porcs susvisés.

#### **Article 26 – Déclaration annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac**

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.



<p style="text-align: center;"><b>Chapitre VII</b> <b>Dispositions générales</b></p>
--

**Article 27 – Respect de la réglementation du travail**

Les conditions ci-dessus ne peuvent, en aucun cas, ni à aucune époque faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution du dit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

**Article 28 – Contrôle de l'administration.**

L'exploitant doit permettre la visite de son établissement à tout agent commis à cet effet par l'administration.

**Article 29 – Droit des tiers.**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 30 – Délais de prescriptions**

La présente autorisation se trouverait caduque de plein droit si l'établissement était transféré sur un autre emplacement ou si son exploitation était interrompue pendant un délai de deux ans.

**Article 31 - Cessation d'activité.**

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, les exploitants doivent en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant doit indiquer les mesures de remise en état, prévues ou réalisées.

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 et R. 515-75 du code de l'environnement lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site compatible avec un usage agricole, sauf lorsque l'arrêté préfectoral en dispose autrement.

En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

### **Article 32 – Modification ou extension des installations**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Par conséquent, il est interdit à l'exploitant de procéder à l'extension de son établissement et d'y apporter des modifications de nature à en augmenter les inconvénients avant d'en avoir obtenu l'autorisation administrative.

### **Article 33 – Notification de l'autorisation.**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 34 – Publicité**

Une copie de ce document est transmise au maire de la commune de SAINT-RABIER qui le dépose aux archives de la commune et pourra le communiquer à toute personne intéressée pour consultation.

En vue de l'information des tiers, un extrait sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Dordogne.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Dordogne, pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 35 – Délais et voies de recours**

Cet arrêté, pris en application de l'article L. 512-7, peut être contesté devant le tribunal administratif de Bordeaux, sis 9 rue tastet – CS 21490 – 33 063 Bordeaux Cedex, ou par voie électronique sur le site « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

- par les exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision attaquée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- b) La publication de la décision sur le site Internet des services de l'État en Dordogne prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de

notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **Article 36 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de SARLAT-LA-CANEDA, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, de la Solidarité, et de la Protection des Populations de la Dordogne, l'Inspection de l'environnement spécialité installations classées, le maire de la commune de SAINT-RABIER (24210), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, et dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à la SAS ELEVAGE DE CAZALS.

Périgueux, le 8 JAN. 2026

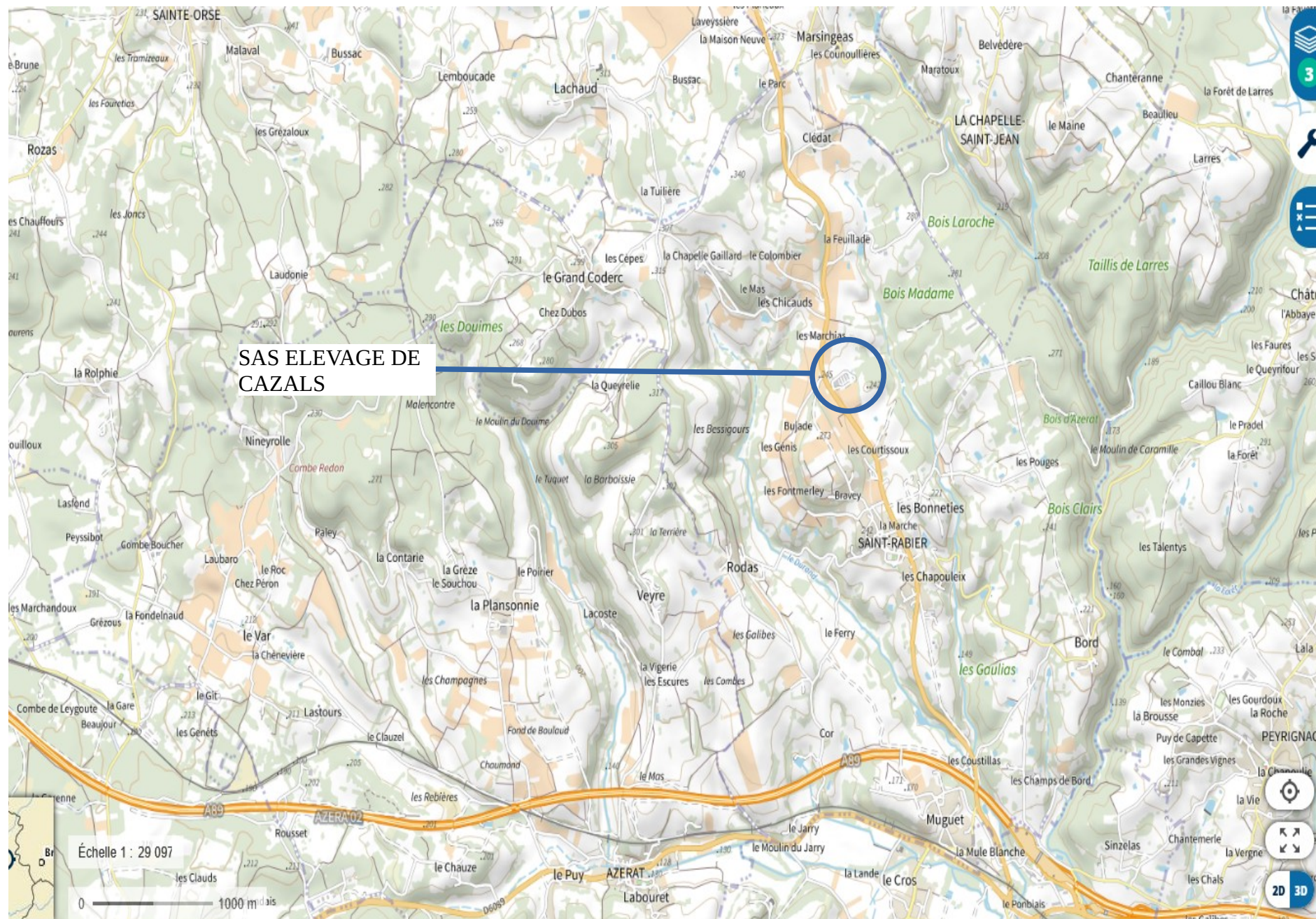
La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

Bertrand DUCROS

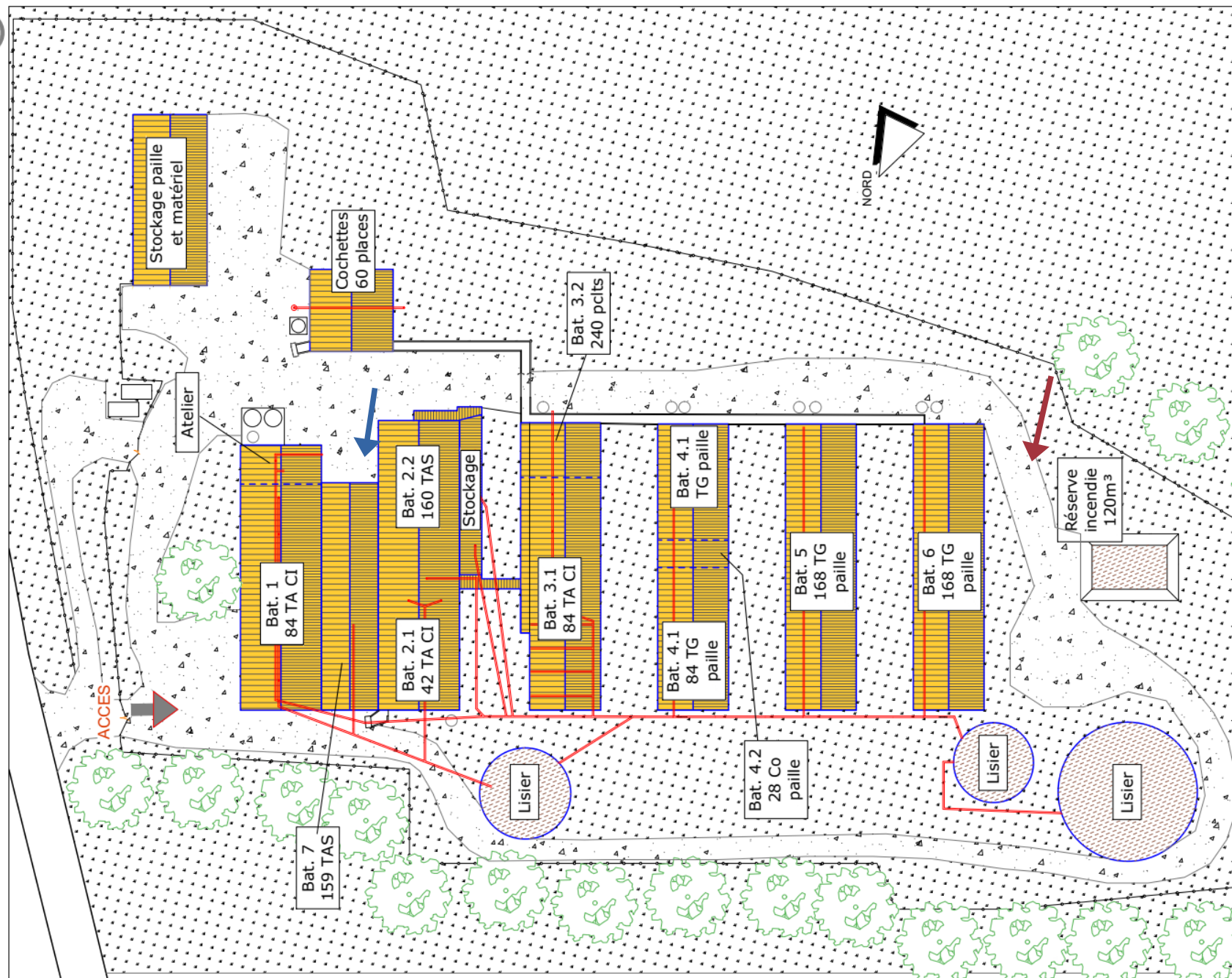


## ANNEXE 1 APC SAS ELEVAGE DE CAZALS n°24 2025 491 018 : PLAN DE SITUATION DU SITE D'ELEVAGE





## ANNEXE 2 APC SAS ELEVAGE DE CAZALS n°24 2025 491 018 :PLAN DES INSTALLATIONS

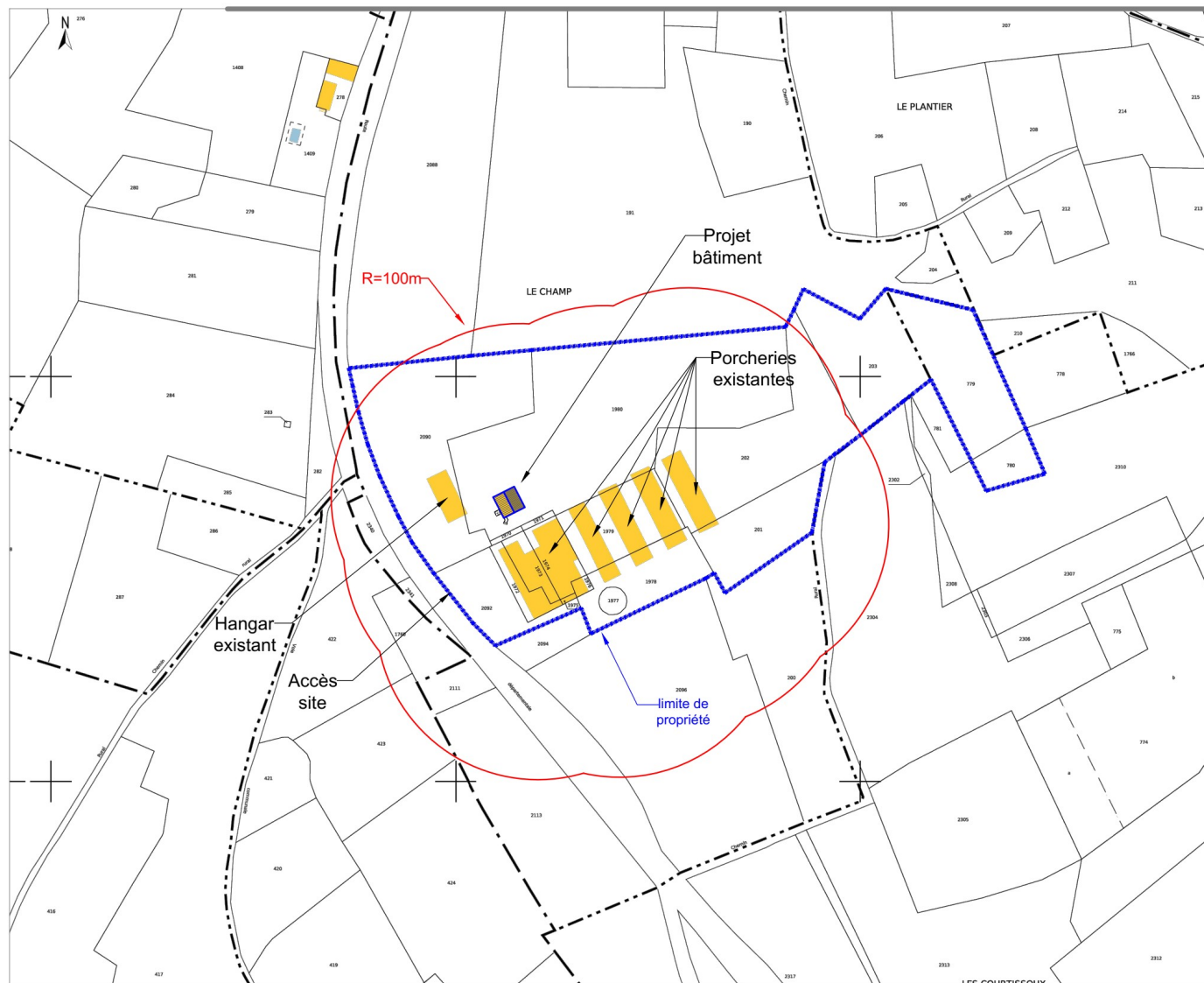


# ANNEXE 3 APC SAS ELEVAGE DE CAZALS n°24 2025 491 018 :PLAN CADASTRAL

## Projet d'extension d'une porcherie - 24210 SAINT RABIER

JANVIER 2024

2



### REFERENCES CADASTRALES:

Parcelles n°1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 201, 202, 203, 779, 780, 2090 et 2092

Section: A

Superficie: 50 827 m<sup>2</sup>

Zone règlement: CC



142, avenue Kennedy  
03100 MONTLUCON  
Tél 04 70 05 45 54  
Fax 04 70 05 45 54

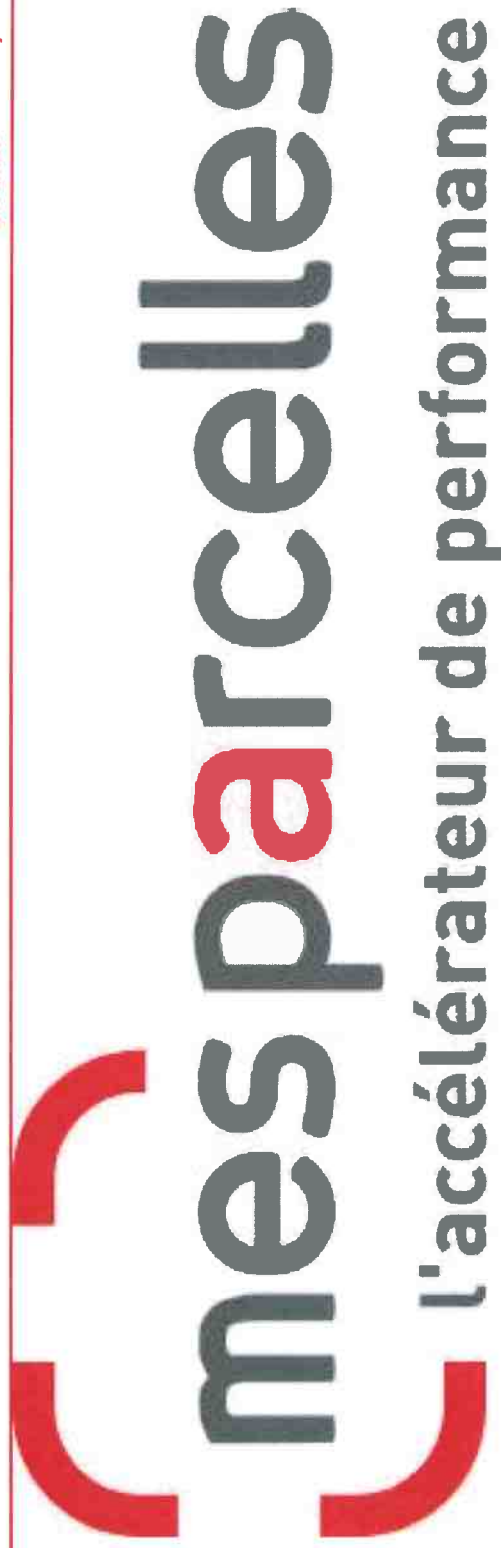
IMPORTANT : Ce plan est établi suivant des normes zootechniques. Il ne peut en aucun cas être interprété comme un plan d'exécution et donc détourné de son objet. Les entreprises qui effectueront les travaux devront sous leur entière responsabilité de constructeur, établir un cahier des charges respectant les normes de construction.

124/032/2025

PLAN DE MASSE

éch 1/2500 ème

12/01/2024



## Plans d'épandage

Plan d'épandage du 04 juin 2018

### Tableaux des surfaces

GAEC DUCLAUD DES CHAMPS DE BORT  
LES CHAMPS DE BORT  
24210 SAINT-RABIER

Siret : 81122931900017 Pacage : 024035608

### Conditions d'application

Régime : IC - Installation classée

Effluent : Fumier

Conditions d'épandage : non enfoui



Rappel réglementaire relatif au calcul des surfaces épandables

Motif d'exclusion	Distance d'exclusion en m	Épandage
Cours d'eau et points d'eau - HYD	35	Interdit
Technique - Landes et Parcours - TEC L&P	toute la zone est concernée	Interdit
Technique - TEC	toute la zone est concernée	Interdit
Tiers - HAB	100	Interdit





## Surfaces engagées par exploitation et par îlot

Exploitation : GAEC DUCLAUD DES CHAMPS DE BORT de SAINT-RABIER

Raison sociale	N° îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épançables ha	Motif (non épançable)	Surfaces épançables ha
GAEC DUCLAUD DES CHAMPS DE BORT	1	1	PEYRIGNAC	Terre labourable en rotation	1,11			1,11
		2	PEYRIGNAC		0,33	0,33	HAB	
		3	PEYRIGNAC		3,99	2,36	HAB	1,63
		4	PEYRIGNAC		9,56	3,97	HAB,HYD	5,59
		5	PEYRIGNAC		0,28	0,03	HYD	0,25
		6	PEYRIGNAC	Terre labourable en rotation	3,71	0,20	HYD	3,51
	2	1	LA BACHELLERIE		1,10	1,02	HYD	0,08
	3	1	LA BACHELLERIE		3,80	2,16	HAB,HYD	1,64
	4	1	LA BACHELLERIE		0,27	0,11	HYD	0,16
	5	1	LA BACHELLERIE		1,18	1,18	HAB,HYD	
	6	1	LA BACHELLERIE		0,49			0,49
	7	1	LA BACHELLERIE		1,12	0,66	HYD	0,46
	8	1	SAINT-RABIER		1,57	1,32	HAB,HYD	0,25



Raison sociale	N° îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
GAEC DUCLAUD DES CHAMPS DE BORT	9	1	SAINT-RABIER		4,22	0,91	HAB	3,31
		2	SAINT-RABIER		0,73			0,73
	10	1	LA BACHELLERIE		1,53	0,23	HYD	1,30
	11	1	SAINT-RABIER		0,28	0,28	HAB, HYD	
		2	SAINT-RABIER	Terre labourable en rotation	2,96	1,24	HAB, HYD	1,72
	12	1	CHATRES		0,98			0,98
	13	1	LA BACHELLERIE		0,40	0,40	HAB	
		2	LA BACHELLERIE		0,06	0,06	HAB, HYD	
	14	3	LA BACHELLERIE	Terre labourable en rotation	2,37	1,94	HAB, HYD	0,43
		1	LA BACHELLERIE		0,61			0,61
	15	1	BEAUREGARD-DE- TERRASSON		1,63			1,63
	16	1	BEAUREGARD-DE- TERRASSON		0,89	0,12	HYD	0,77
	17	1	BEAUREGARD-DE- TERRASSON		1,46			1,46
	18	1	PEYRIGNAC		4,06	1,40	HAB, HYD	2,66
	19	1	PEYRIGNAC		3,69	2,72	HAB, HYD	0,97
	20	1	SAINT-RABIER		0,28	0,28	HAB	



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
GAEC DUCLAUD DES CHAMPS DE BORT	21	1	PEYRIGNAC		0,65	0,65	HAB	
		2	PEYRIGNAC		0,49	0,37	HAB	0,12
	22	1	PEYRIGNAC		0,84	0,70	HAB	0,14
		2	PEYRIGNAC		0,52	0,52	HAB	
	23	1	PEYRIGNAC		1,55	0,15	HYD	1,40
		1	PEYRIGNAC	Terre labourable en rotation	1,20			1,20
	25	2	PEYRIGNAC		0,35			0,35
		1	PEYRIGNAC		0,78	0,54	HAB, HYD	0,24
	26	2	PEYRIGNAC		8,21	3,72	HAB, HYD	4,49
		1	PEYRIGNAC		6,54	6,26	HAB, HYD	0,28
	27	1	SAINT-RABIER		1,71	0,97	HAB, HYD	0,74
		2	SAINT-RABIER	Cultures pérennes	0,65	0,09	HYD	0,56
	28	3	SAINT-RABIER		2,92	2,73	HAB, HYD	0,19
		1	CHATRES	Terre labourable en rotation	0,20	0,20	HAB	
	29	1	SAINT-RABIER		2,19	0,83	HAB, HYD	1,36
		2	SAINT-RABIER		4,15			4,15



Raison sociale	N° îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épanchables ha	Motif (non épanchable)	Surfaces épanchables ha
GAEC DUCLAUD DES CHAMPS DE BORT	29	3	SAINT-RABIER	Autres	0,91	0,28	HYD	0,63
	30	1	SAINT-RABIER		0,38	0,38	TEC	
	31	1	SAINT-RABIER		1,49	1,49	TEC L&P	
		2	SAINT-RABIER		0,57	0,57	TEC L&P	
	32	1	SAINT-RABIER		3,81	2,87	HAB, HYD	0,94
	33	1	SAINT-RABIER		1,84	0,14	HYD	1,70
	34	1	SAINT-RABIER		0,96	0,78	HYD	0,18
	35	1	SAINT-RABIER		4,51	1,82	HYD	2,69
	36	1	SAINT-RABIER		1,39	0,48	HAB	0,91
		2	SAINT-RABIER		1,69	0,98	HAB	0,71
	37	1	SAINT-RABIER	Terre labourable en rotation	1,76	1,17	HAB	0,59
	38	1	SAINT-RABIER	Terre labourable en rotation	0,56	0,33	HAB	0,23
	39	1	SAINT-RABIER	Terre labourable en rotation	1,76		HAB	1,76
	40	1	SAINT-RABIER		0,33	0,33	HYD	
		2	SAINT-RABIER	Autres	0,04	0,04	HYD, TEC	
		3	SAINT-RABIER		0,57			0,57



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épanables ha	Motif (non épanable)	Surfaces épanables ha
GAEC DUCLAUD DES CHAMPS DE BORT	41	1	SAINT-RABIER		0,77	0,16	HYD	0,61
	42	1	SAINT-RABIER		1,22	1,22	HAB	
	43	1	SAINT-RABIER		6,92	0,63	HAB, HYD	6,29
		2	SAINT-RABIER	Autres	0,83	0,83	HAB, HYD, TEC	
		3	SAINT-RABIER		1,93	0,34	HAB	1,59
	44	4	SAINT-RABIER	Autres	0,24	0,24	HAB, TEC	
		1	SAINT-RABIER		4,47	0,36	HYD	4,11
	45	1	SAINT-RABIER		0,77	0,31	HAB	0,46
	46	1	PEYRIGNAC		0,51	0,28	HAB	0,23
	47	1	PEYRIGNAC		1,86			1,86
	48	1	LA BACHELLERIE	Terre labourable en rotation	0,71	0,17	HAB	0,54
	49	1	PEYRIGNAC		0,71	0,70	HAB	0,01
	50	1	CHATRES	Terre labourable en rotation	3,84	2,97	HAB	0,87
	51	1	CHATRES	Terre labourable en rotation	0,90	0,24	HAB	0,66
	52	1	CHATRES	Terre labourable en rotation	1,61	0,83	HAB	0,78
	53	1	CHATRES		0,02	0,02	HAB	



Raison sociale	N° Ilot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épançables ha	Motif (non épançable)	Surfaces épançables ha
GAEC DUCLAUD DES CHAMPS DE BORT	53	2	CHATRES		2,53	1,65	HAB,HYD	0,88
	54	1	CHATRES		1,05	0,83	HAB	0,22
	55	1	CHATRES		10,13	2,28	HAB,HYD	7,85
	56	1	LA BACHELLERIE		0,73	0,08	HAB	0,65
	57	1	LA BACHELLERIE		1,77	0,69	HAB	1,08
	58	1	CHATRES		0,15			0,15
		2	CHATRES		2,36			2,36
	59	1	CHATRES		0,84	0,84	HAB	
	60	1	SAINT-RABIER		0,23	0,16	HYD	0,07
		2	SAINT-RABIER		1,55	0,08	HAB	1,47
	61	1	CHATRES		1,54	0,09	HYD	1,45
	62	1	CHATRES		0,52	0,41	HAB,HYD	0,11
	63	1	CHATRES	Terre labourable en rotation	0,79	0,19	HAB,HYD	0,60
	64	1	CHATRES		1,62	1,00	HAB	0,62
	65	1	SAINT-RABIER	Cultures pérennes	0,70			0,70
	66	1	LA BACHELLERIE	Terre labourable en rotation	4,27	1,13	HAB,HYD	3,14



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
GAEC DUCLAUD DES CHAMPS DE BORT	66	2	LA BACHELLERIE		0,36	0,28	HYD	0,08
	Total				168,63	71,32		97,31



## Synthèse des surfaces engagées

Par commune

Commune	Code INSEE	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
BEAUREGARD-DE-	24030	0,12	HYD			3,86
CHATRES	24116	11,55	HAB,HYD,PENTE,TEC			17,53
LA BACHELLERIE	24020	10,11	HAB,HYD,TEC			10,66
PEYRIGNAC	24324	24,90	HAB,HYD			26,04
SAINT-RABIER	24491	24,64	HAB,HYD,PENTE,SOL,TEC,TEC			39,22
		<b>71,32</b>		<b>0,00</b>		<b>97,31</b>





Synthèse des surfaces engagées  
Par exploitation engagée

Raison sociale	Commune du siège	Surfaces non épandable ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
GAEC DUCLAUD DES	SAINT-RABIER	71,32	HAB, HYD, TEC, TEC L&P			97,36
		71,32		0,00		97,36



## Synthèse des surfaces engagées

### Par système cultural

Système cultural	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
Autres	1,39	HAB,HYD,TEC,TEC L&P			0,63
Cultures pérennes	0,09	HAB,HYD,TEC,TEC L&P			1,26
Terre labourable en rotation	10,61	HAB,HYD,TEC,TEC L&P			17,14
	<b>12,09</b>		<b>0,00</b>		<b>19,03</b>



# mesparcelles

## l'accélérateur de performance

### Plans d'épandage

Plan d'épandage du 13 septembre 2022

#### Tableaux des surfaces

**EARL GAILLARD**  
La feuillade  
24210 SAINT-RABIER

**Siret** : 50401391300018 **Pacage** : 024031377

#### Conditions d'application

**Régime** : IC - Installation classée

**Effluent** : Lisier

**Conditions d'épandage** : autres cas comme buse palette



## Rappel réglementaire relatif au calcul des surfaces épandables

Motif d'exclusion	Distance d'exclusion en m	Épandage
Cours d'eau et points d'eau - HYD	35	Interdit
Technique - TEC	toute la zone est concernée	Interdit
Tiers - HAB	100	Interdit



## Surfaces engagées par exploitation et par îlot

Exploitation : EARL GAILLARD de SAINT-RABIER

Raison sociale	N° îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL GAILLARD	1	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		2,70	0,82	HAB	1,88
	2	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		4,04	2,09	HAB,HYD	1,95
	3	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		3,00			3,00
	5	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,11			0,11
	6	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,30			0,30
	7	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,63	0,63	HYD	
	8	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,37	0,37	HYD	
	9	1	CHATRES		1,46	1,46	HYD	
	10	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		8,87	4,76	HAB,HYD	4,11
	11	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		4,46	3,02	HAB	1,44
	12	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,08	0,08	HYD	
	13	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN	Cultures pérennes	0,29	0,29	HAB	
	15	1	NAILHAC		1,32			1,32
	16	1	NAILHAC	Terre labourable en rotation	7,68	1,79	HAB	5,89



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épanchables ha	Motif (non épanchable)	Surfaces épanchables ha
EARL GAILLARD	17	1	NAILHAC		7,80	2,50	HAB, HYD, TEC	5,30
	18	1	NAILHAC		1,45	0,94	HYD	0,51
	19	1	SAINT-RABIER		2,76	0,29	HYD	2,47
	20	1	SAINT-RABIER		6,49	1,38	HAB, HYD	5,11
	21	1	SAINT-RABIER		1,14	0,92	HYD	0,22
	22	1	SAINT-RABIER		1,25			1,25
	23	1	SAINT-RABIER	Cultures pérennes	2,91	1,00	HAB	1,91
	24	1	SAINT-RABIER		1,02	0,19	HAB, HYD	0,83
	26	1	SAINT-RABIER		0,11			0,11
	27	1	SAINT-RABIER		0,27			0,27
	30	1	SAINT-RABIER		0,78	0,23	HYD	0,55
	31	1	SAINT-RABIER		1,45	0,25	HYD	1,20
	32	1	SAINT-RABIER		0,27	0,20	HAB	0,07
	33	1	SAINT-RABIER		0,41			0,41
	35	1	SAINT-RABIER		1,03	0,61	HAB	0,42
	36	1	SAINT-RABIER		0,28	0,25	HAB, HYD	0,03
	38	1	SAINT-RABIER	Cultures pérennes	1,50	0,09	HAB	1,41



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL GAILLARD	40	1	SAINT-RABIER	Cultures pérennes	0,70	0,11	HAB	0,59
	41	1	SAINT-RABIER	Cultures pérennes	1,24	0,54	HAB,HYD	0,70
	42	1	SAINT-RABIER		0,42			0,42
	43	1	SAINT-RABIER		0,37	0,01	HYD	0,36
	44	1	SAINT-RABIER	Cultures pérennes	0,55	0,55	HAB	
	45	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN	Cultures pérennes	17,70	4,77	HAB,HYD,TEC	12,93
	46	1	SAINT-RABIER	Autres	1,10			1,10
	48	1	SAINT-RABIER		0,59			0,59
	49	1	SAINT-RABIER	Autres	6,49			6,49
	50	1	SAINT-RABIER		7,37	0,50	HAB	6,87
	51	1	SAINT-RABIER		5,66	1,15	HAB,HYD	4,51
	52	1	SAINT-RABIER		0,75	0,69	HAB,HYD	0,06
	54	1	SAINT-RABIER	Cultures pérennes	4,65	0,39	HAB	4,26
	56	1	NAILHAC		0,84	0,31	HAB	0,53
	57	1	SAINT-RABIER		0,45	0,45	HAB,HYD	
	58	1	SAINT-RABIER		1,70	0,58	HAB,HYD	1,12
	59	1	SAINT-RABIER		0,66	0,62	HAB	0,04



Raison sociale	N° îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL GAILLARD	61	1	AZERAT		0,83	0,07	HAB	0,76
	62	1	AZERAT		1,02			1,02
	63	1	SAINT-RABIER		1,16	0,28	HAB	0,88
	64	1	SAINT-RABIER	Terre labourable en rotation	0,62			0,62
	65	1	SAINT-RABIER	Terre labourable en rotation	2,42			2,42
	66	1	SAINT-RABIER		2,81	0,13	HAB	2,68
	67	1	SAINT-RABIER		1,78			1,78
	68	1	SAINT-RABIER		1,62	0,15	HYD	1,47
	69	1	SAINT-RABIER		0,11			0,11
	71	1	SAINT-RABIER		0,12			0,12
	72	1	SAINT-RABIER	Terre labourable en rotation	0,47	0,30	HAB	0,17
	73	1	LA BACHELLERIE	Terre labourable en rotation	1,80	0,89	HAB, HYD	0,91
	74	1	LA BACHELLERIE	Terre labourable en rotation	4,12	0,76	HAB, HYD	3,36
	75	1	SAINT-RABIER		3,58	1,98	HAB, HYD	1,60
	77	1	LA BACHELLERIE		0,18			0,18





Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL GAILLARD	78	1	LA BACHELLERIE		0,89			0,89
	88	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,54	0,50	HYD	0,04
	89	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,61	0,31	HYD	0,30
	90	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,32	0,31	HYD	0,01
	91	1	SAINT-RABIER		0,60			0,60
<b>Total</b>					<b>143,07</b>	<b>40,51</b>		<b>102,56</b>



## Synthèse des surfaces engagées

Par commune

Commune	Code INSEE	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
AZERAT	24019	0,07	HAB			1,78
CHATRES	24116	1,46	HAB,HYD			
LA BACHELLERIE	24020	1,65	HAB,HYD			5,34
LA CHAPELLE-SAINT-JEAN	24113	17,95	HAB,HYD,TEC			26,07
NAILHAC	24302	5,54	HAB,HYD,TEC			13,55
SAINT-RABIER	24491	13,84	HAB,HYD			55,82
		<b>40,51</b>		<b>0,00</b>		<b>102,56</b>



## Synthèse des surfaces engagées

### Par exploitation engagée

Raison sociale	Commune du siège	Surfaces non épandable ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
EARL GAILLARD	SAINT-RABIER	40,51	HAB,HYD,TEC			102,55
		<b>40,51</b>		<b>0,00</b>		<b>102,55</b>



## Synthèse des surfaces engagées

Par système cultural

Système cultural	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
Autres					7,59
Cultures pérennes	7,74	HAB, HYD, TEC			21,80
Terre labourable en rotation	3,74	HAB, HYD, TEC			13,37
	<b>11,48</b>		<b>0,00</b>		<b>42,76</b>



# mesparcelles

## l'accélérateur de performance

### Plans d'épandage

Plan d'épandage du 28 février 2022

#### Tableaux des surfaces

**GAEC LES CHAPOULEIX**  
Les chapouleix  
24210 SAINT-RABIER

**Siret** : 81931793400019 **Pacage** : 024036011

#### Conditions d'application

**Régime** : IC - Installation classée

**Effluent** : Lisier

**Conditions d'épandage** : autres cas comme buse palette



## Rappel réglementaire relatif au calcul des surfaces épandables

Motif d'exclusion	Distance d'exclusion en m	Épandage
Tiers - HAB	100	Interdit



Surfaces engagées par exploitation et par îlot

Exploitation : GAEC LES CHAPOULEIX de SAINT-RABIER

Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épan­dables ha	Motif (non épan­dable)	Surfaces épan­dables ha
GAEC LES CHAPOULEIX	34	1	SAINT-RABIER	Terre labourable en rotation	3,63	0,01	HAB	3,62
	Total				3,63	0,01		3,62



## Synthèse des surfaces engagées

Par commune

Commune	Code INSEE	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
SAINT-RABIER	24491	0,01	HAB, HYD			3,62
		<b>0,01</b>		<b>0,00</b>		<b>3,62</b>





## Synthèse des surfaces engagées

Par exploitation engagée

Raison sociale	Commune du siège	Surfaces non épandable ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
GAEC LES CHAPOULEIX	SAINT-RABIER	0,01	HAB			3,62
		0,01		0,00		3,62



## Synthèse des surfaces engagées

Par système cultural

Système cultural	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
Terre labourable en rotation	0,01	HAB			3,62
	<b>0,01</b>		<b>0,00</b>		<b>3,62</b>



# **mesparcelles** l'accélérateur de performance

## Plans d'épandage

Plan d'épandage du 02 mars 2022

### Tableaux des surfaces

**EARL du Causse**  
11 route de Thenon  
24210 SAINTE-ORSE

**Siret : 81972796700013 Pacage : 024036037**

### Conditions d'application

**Régime : IC - Installation classée**

**Effluent : Lisier**

**Conditions d'épandage : autres cas comme buse palette**



## Rappel réglementaire relatif au calcul des surfaces épandables

Motif d'exclusion	Distance d'exclusion en m	Épandage
Cours d'eau et points d'eau - HYD	35	Interdit
Technique - TEC	toute la zone est concernée	Interdit
Tiers - HAB	100	Interdit



## Surfaces engagées par exploitation et par îlot

Exploitation : EARL du Causse de SAINTE-ORSE

Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL du Causse	1	1	NAILHAC		0,17	0,17	TEC	
	2	1	NAILHAC		0,13	0,13	HAB	
		2	NAILHAC		0,20	0,20	HAB	
		3	NAILHAC		0,06	0,06	HAB	
		4	NAILHAC		0,06	0,06	HAB	
	3	1	NAILHAC		0,61			0,61
	4	1	NAILHAC	Terre labourable en rotation	0,71	0,35	HAB	0,36
	5	1	NAILHAC		0,88			0,88
	6	1	NAILHAC		0,79			0,79
	7	1	NAILHAC		1,40	0,49	HAB	0,91
	8	1	NAILHAC		0,35			0,35
	9	1	NAILHAC		1,36			1,36
	10	1	NAILHAC		2,41	1,74	HAB	0,67
	11	1	NAILHAC		1,17	0,49	HAB	0,68



Raison sociale	N° îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL du Causse	12	1	NAILHAC		3,85	1,13	HAB	2,72
		2	NAILHAC	Autres	0,08			0,08
	14	1	NAILHAC		1,47			1,47
	15	1	NAILHAC	Terre labourable en rotation	0,52	0,32	HAB	0,20
	16	1	NAILHAC	Terre labourable en rotation	1,18	0,45	HAB	0,73
	17	1	NAILHAC	Terre labourable en rotation	0,47	0,12	HAB	0,35
	18	1	NAILHAC	Terre labourable en rotation	1,16	0,63	HAB	0,53
	19	1	SAINTE-ORSE		2,06			2,06
	21	1	SAINTE-ORSE		1,36	1,01	HAB	0,35
		2	SAINTE-ORSE	Autres	0,05			0,05
		3	SAINTE-ORSE		0,97	0,97	HAB	
	23	1	SAINTE-ORSE		0,60			0,60
	24	1	SAINTE-ORSE	Autres	0,71	0,70	HAB	0,01
	25	1	SAINTE-ORSE		1,39	1,39	HAB, HYD	
	26	1	SAINTE-ORSE		0,57			0,57



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL du Causse	27	1	SAINTE-ORSE	Terre labourable en rotation	1,71			1,71
	31	1	SAINTE-ORSE		0,50			0,50
		2	SAINTE-ORSE		2,11			2,11
	32	1	SAINTE-ORSE		0,70			0,70
	34	1	SAINTE-ORSE		2,32	0,02	HAB	2,30
	35	1	SAINTE-ORSE		0,66			0,66
	36	1	SAINTE-ORSE		0,36			0,36
	37	1	SAINTE-ORSE		0,20			0,20
	38	1	SAINTE-ORSE		1,05			1,05
	39	1	SAINTE-ORSE		0,74			0,74
	41	1	SAINTE-ORSE		1,33			1,33
	42	1	SAINTE-ORSE		0,69			0,69
	43	1	SAINTE-ORSE		0,73			0,73
	44	1	SAINTE-ORSE	Autres	0,04			0,04
		2	SAINTE-ORSE		2,29			2,29
	45	1	SAINTE-ORSE		0,69			0,69
	46	1	SAINTE-ORSE	Autres	0,05		HAB	0,05



Raison sociale	N° îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL du Causse	46	2	SAINTE-ORSE		1,02	0,74	HAB	0,28
		3	SAINTE-ORSE	Terre labourable en rotation	1,28	0,06	HAB	1,22
	48	1	SAINTE-ORSE		0,38	0,22	HAB	0,16
		2	SAINTE-ORSE		0,18	0,18	HAB	
	50	1	SAINTE-ORSE		0,28			0,28
	52	1	SAINTE-ORSE		1,15			1,15
	53	1	SAINTE-ORSE		0,59			0,59
		2	SAINTE-ORSE		0,33			0,33
	54	1	SAINTE-ORSE		1,23			1,23
	55	1	SAINTE-ORSE		0,76			0,76
		2	SAINTE-ORSE		1,48			1,48
	56	1	SAINTE-ORSE		1,33			1,33
	58	1	SAINTE-ORSE		0,24			0,24
	59	1	SAINTE-ORSE		0,34			0,34
	60	1	SAINTE-ORSE		1,94			1,94
	61	1	SAINTE-ORSE		2,00			2,00
	62	1	SAINTE-ORSE		0,89			0,89





Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL du Causse	64	1	TEMPLE-LAGUYON		0,23			0,23
	66	1	TEMPLE-LAGUYON		0,18			0,18
	67	1	TEMPLE-LAGUYON		0,37			0,37
	69	1	TEMPLE-LAGUYON		1,13			1,13
	70	1	TEMPLE-LAGUYON		0,60			0,60
	71	1	TEMPLE-LAGUYON		1,19			1,19
		2	TEMPLE-LAGUYON		0,18			0,18
		3	TEMPLE-LAGUYON		0,81			0,81
	73	1	SAINTE-ORSE	Autres	0,17			0,17
		2	SAINTE-ORSE		0,24			0,24
		3	SAINTE-ORSE		1,07			1,07
		4	SAINTE-ORSE		2,50			2,50
	74	1	SAINTE-ORSE		0,42			0,42
	75	1	SAINTE-ORSE	Autres	0,05			0,05
		2	SAINTE-ORSE		3,61			3,61
	76	1	SAINTE-ORSE		0,47			0,47
	77	1	SAINTE-ORSE		0,18			0,18



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL du Causse	78	1	SAINTE-ORSE		0,29			0,29
	79	1	SAINTE-ORSE	Terre labourable en rotation	2,62			2,62
	80	1	SAINTE-ORSE		0,51			0,51
	81	1	SAINTE-ORSE		0,82			0,82
	82	1	SAINTE-ORSE		0,61	0,61	HAB	
	83	1	SAINTE-ORSE		0,96	0,85	HAB	0,11
	84	1	SAINTE-ORSE		0,81			0,81
	85	1	SAINTE-ORSE		0,95			0,95
	87	1	SAINTE-ORSE		1,97			1,97
	88	1	SAINTE-ORSE		2,54			2,54
		2	SAINTE-ORSE		0,39			0,39
	89	1	SAINTE-ORSE		0,41			0,41
	90	1	SAINTE-ORSE	Terre labourable en rotation	0,47			0,47
	91	1	SAINTE-ORSE		0,51		HAB	0,51
	93	1	TEMPLE-LAGUYON	Cultures pérennes	0,91			0,91
	94	1	SAINTE-ORSE		0,23			0,23



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL du Causse	95	1	SAINTE-ORSE		0,30	0,10	HAB	0,20
	96	1	SAINTE-ORSE		0,26	0,26	HAB, HYD	
	97	1	SAINTE-ORSE		0,21	0,21	HAB, HYD	
	98	1	SAINTE-ORSE		0,24			0,24
	99	1	SAINTE-ORSE		0,48			0,48
	100	1	SAINTE-ORSE		1,01	1,01	HAB, HYD	
	101	1	NAILHAC		2,55	0,36	HAB	2,19
		2	NAILHAC	Terre labourable en rotation	0,45	0,23	HAB	0,22
	102	1	SAINTE-ORSE		1,57			1,57
	103	1	GRANGES-D'ANS		1,39			1,39
	104	1	NAILHAC		1,55	1,20	HAB	0,35
	105	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,42	0,39	HAB	0,03
	106	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		1,07	0,67	HAB	0,40
	107	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		5,43	1,14	HAB	4,29
	108	1	NAILHAC		1,89	1,89	HAB	
	109	1	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		2,53	1,71	HAB	0,82
		2	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		1,19	1,19	HAB	



Raison sociale	N° îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
EARL du Causse	109	3	LA CHAPELLE- SAINT-JEAN		0,49	0,49	HAB	
	110	1	NAILHAC		0,49			0,49
		2	NAILHAC		0,65	0,14	HAB	0,51
	111	1	NAILHAC		0,65			0,65
	112	1	NAILHAC		2,55	0,63	HAB, HYD	1,92
	113	1	ROUFFIGNAC- SAINT-CERNIN- DE-REILHAC		6,78			6,78
	114	1	ROUFFIGNAC- SAINT-CERNIN- DE-REILHAC		3,08			3,08
	<b>Total</b>				<b>123,96</b>	<b>24,71</b>		<b>99,25</b>



## Synthèse des surfaces engagées

Par commune

Commune	Code INSEE	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
GRANGES-D'ANS	24202					1,39
LA CHAPELLE-SAINT-JEAN	24113	5,59	HAB			5,54
NAILHAC	24302	10,79	HAB,HYD,TEC			19,02
ROUFFIGNAC-SAINT-CERNIN-	24356					9,86
SAINTE-ORSE	24473	8,33	HAB,HYD,TEC			57,84
TEMPLE-LAGUYON	24546					5,60
		24,71		0,00		99,25



## Synthèse des surfaces engagées

### Par exploitation engagée

Raison sociale	Commune du siège	Surfaces non épandable ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
EARL du Causse	SAINTE-ORSE	24,71	HAB, HYD, TEC			99,18
		<b>24,71</b>		<b>0,00</b>		<b>99,18</b>



## Synthèse des surfaces engagées

### Par système cultural

Système cultural	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
Autres	0,70	HAB,HYD,TEC			0,45
Cultures pérennes					0,91
Terre labourable en rotation	2,16	HAB,HYD,TEC			8,41
	<b>2,86</b>		<b>0,00</b>		<b>9,77</b>







# **mes parcelles** l'accélérateur de performance

## Plans d'épandage

Plan d'épandage du 28 février 2022

### Tableaux des surfaces

DEVEAUX CHRISTOPHE  
FOUGEYROLAS  
24210 SAINTE-ORSE

Siret : 41832923100017 Pacage : 024008936

### Conditions d'application

Régime : IC - Installation classée

Effluent : Lisier

Conditions d'épandage : autres cas comme buse palette



## Rappel réglementaire relatif au calcul des surfaces épandables

Motif d'exclusion	Distance d'exclusion en m	Épandage
Cours d'eau et points d'eau - HYD	35	Interdit
Technique - TEC	toute la zone est concernée	Interdit
Tiers - HAB	100	Interdit



## Surfaces engagées par exploitation et par îlot

Exploitation : DEVEAUX CHRISTOPHE de SAINTE-ORSE

Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
DEVEAUX CHRISTOPHE	1	1	SAINTE-ORSE		3,78	0,58	HYD	3,20
	2	1	SAINTE-ORSE		0,96	0,70	HYD	0,26
	3	1	SAINTE-ORSE	Terre labourable en rotation	13,48	0,89	HYD,TEC	12,59
	4	1	SAINTE-ORSE		0,63	0,62	HYD,TEC	0,01
	5	1	SAINTE-ORSE	Terre labourable en rotation	7,15	2,61	HYD,TEC	4,54
	6	1	GRANGES-D'ANS		2,31	0,08	HYD	2,23
	7	1	SAINTE-ORSE		8,99	0,66	HYD	8,33
	8	1	GRANGES-D'ANS		0,66	0,65	HYD	0,01
	9	1	SAINTE-ORSE		2,25			2,25
	10	1	GRANGES-D'ANS		1,40	0,03	HYD	1,37
	11	1	GRANGES-D'ANS	Terre labourable en rotation	2,92	0,17	HYD,TEC	2,75
	12	1	SAINTE-ORSE		0,58	0,58	HYD	
	13	1	GRANGES-D'ANS		0,30	0,30	HYD,TEC	



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
DEVEAUX CHRISTOPHE	14	1	GRANGES-D'ANS		0,56			0,56
	15	1	GRANGES-D'ANS	Cultures pérennes	9,66	1,51	HAB,HYD	8,15
	19	1	SAINTE-ORSE		3,72	1,68	HYD	2,04
	20	1	GRANGES-D'ANS	Terre labourable en rotation	2,00			2,00
	21	1	GRANGES-D'ANS		3,05	0,55	HAB,HYD	2,50
	22	1	GRANGES-D'ANS		4,80	0,50	HYD	4,30
	23	1	GRANGES-D'ANS		0,61			0,61
	24	1	GRANGES-D'ANS	Terre labourable en rotation	1,73	0,40	HAB	1,33
	25	1	GRANGES-D'ANS	Terre labourable en rotation	2,04			2,04
	26	1	GRANGES-D'ANS		1,11	0,64	HYD	0,47
	27	1	GRANGES-D'ANS	Cultures pérennes	1,44	0,06	HYD	1,38
	28	1	GRANGES-D'ANS		0,13	0,13	HAB,HYD	
	29	1	GRANGES-D'ANS	Cultures pérennes	1,91	0,18	HAB	1,73
	30	1	GRANGES-D'ANS		0,07			0,07
	31	1	GRANGES-D'ANS		0,23			0,23



Raison sociale	N° Îlot	Unité	Commune	Système cultural	Surfaces en ha	Surfaces non épandables ha	Motif (non épandable)	Surfaces épandables ha
DEVEAUX CHRISTOPHE	32	1	GRANGES-D'ANS		0,74	0,05	HYD	0,69
	Total				79,21	13,57		65,64



## Synthèse des surfaces engagées

Par commune

Commune	Code INSEE	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
GRANGES-D'ANS	24202	5,25	HAB,HYD,TEC			32,42
SAINTE-ORSE	24473	8,32	HAB,HYD,TEC			33,22
		13,57		0,00		65,64



## Synthèse des surfaces engagées

### Par exploitation engagée

Raison sociale	Commune du siège	Surfaces non épandable ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
DEVEAUX CHRISTOPHE	SAINTE-ORSE	13,57	HAB,HYD,TEC			65,62
		13,57		0,00		65,62



## Synthèse des surfaces engagées

Par système cultural

Système cultural	Surfaces non épandable en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables sous condition en ha	Motif exclusion	Surfaces épandables en ha
Cultures pérennes	1,75	HAB, HYD, TEC			11,26
Terre labourable en rotation	4,07	HAB, HYD, TEC			25,25
	<b>5,82</b>		<b>0,00</b>		<b>36,51</b>

